



NON à l'austérité durable de Fillon et Sarkozy !

Le Premier ministre François Fillon vient d'annoncer un nouveau plan de rigueur pour satisfaire les banquiers, les actionnaires et les agences de notation.

Aux capitalistes de payer leur crise !

À quelques mois de l'élection présidentielle, Sarkozy et Fillon veulent imposer l'austérité durable comme référence incontournable et promettent des mesures plus dures encore après les élections de 2012.

Pendant ce temps, le candidat du parti socialiste, François Hollande, nous parle de « donner du sens à la rigueur ».

Pour le NPA, il est temps de refuser de payer cette crise.

- Il faut refuser de payer la dette, saisir les banques pour les unifier dans un service public sous contrôle des salariés.
- Il faut augmenter les salaires de 300 euros net par mois, annuler les réformes cassant les retraites et les services publics, réduire le temps de travail pour supprimer le chômage.
- Il faut retirer aux capitalistes leur pouvoir dans cette société.

Organiser la riposte, maintenant

Le NPA propose à l'ensemble de la gauche sociale et politique, de se réunir pour organiser une riposte sur le terrain des mobilisations. La situation de la population grecque dont certains secteurs ont perdu 35 % de leur salaire depuis le début des plans de rigueur doit nous alerter : elle subit ce que les Fillon, Sarkozy et Merkel veulent faire subir aux classes populaires de toute l'Europe !

Mardi 8 novembre 2011

Réunion publique

« Leur dette, leur crise, nous ne devons rien, nous ne payerons rien ! »
avec **Lucien Sanchez**,
ancien conseiller régional
jeudi 24 novembre à 20 h 30
salle Castelbou, 22 rue L.-Castelbou
Toulouse / M° Compans

« Le plus grand plan de rigueur depuis 1945 »

C'est Fillon lui-même qui l'avoue !

Fillon et Sarkozy veulent faire croire que ces mesures sont « équitables », mais elles sont particulièrement injustes : ce sont les classes populaires qui seront de nouveau attaquées.

- L'augmentation de la TVA de 5,5 % à 7 % sur les produits et les services. Cela signifie une augmentation de l'impôt le plus injuste alors que sur les dix dernières années les gouvernements ont fait baisser de 40 milliards l'impôt sur le revenu des plus riches.

- 500 millions d'euros d'économies supplémentaires sur les dépenses de l'État, en particulier les budgets sociaux et l'éducation, alors que montent le chômage et la misère. Une réduction des dépenses de santé, alors que beaucoup de salariés renoncent déjà à se soigner à cause des coûts trop élevés.

- Le gel à 1 % de l'augmentation des prestations sociales, alors que l'inflation approche 2,5 %.

- Le recul plus rapide de l'âge de départ à la retraite : les salariés concernés vont devoir travailler 1 à 4 mois supplémentaires uniquement pour les banquiers et les spéculateurs !

Les mesures concernant les plus riches et les entreprises ne sont que symboliques et provisoires.

Mais, bien entendu, aucune mesure n'est prévue contre ceux qui sont à l'origine de la crise : les banquiers qui ont spéculé sur les dettes, les grands actionnaires qui ont engrangé des milliards de profits et ont ainsi cassé l'économie et licencié.

Au contraire, les mesures prises sont un transfert de « 7 milliards en 2012 et 11,6 milliards en 2013 » des poches des salariés vers celles des banquiers.



Au sud comme au nord,
PAS QUESTION DE
PAYER LEURS CRISES !

Nouveau Parti Anticapitaliste 31 : www.npa31.org

imprimé par nos soins / ne pas jeter sur la voie publique

Pour prendre contact : NPA 31, 9, rue Cornaille, 31100 Toulouse / 05 34 55 33 68 / contact@npa31.org